

Monsieur le Président,

Madame la Directrice générale, Chère Margaret Chan,

Mesdames et Messieurs les délégués,

C'est pour moi à la fois un honneur et un plaisir de pouvoir m'adresser pour la première fois à cette Assemblée en tant que Ministre de la Santé du Luxembourg.

Le Luxembourg s'associe pleinement à la déclaration présentée hier au nom de l'UE par le Ministre de la Santé de la Grèce.

Il existe au sein de la communauté scientifique un large consensus sur les liens entre **la santé et les changements climatiques**. Pourtant, sommes-nous prêts à relever le défi des changements climatiques et de leur impact sur la santé humaine ?

Les rapports se succèdent les uns les autres et ils affirment tous que tout au long du siècle, le réchauffement de la planète sera certes progressif, mais les effets des événements climatiques seront brutaux et ressentis de manière violente. Chacun sait que les pays fragiles et les populations défavorisées seront – à nouveau - les premiers et les plus durement touchés par ces phénomènes : la désertification qui progresse, la déforestation, le manque d'eau...

Pour autant, les dérèglements climatiques ne se limitent pas à un problème écologique. Il y a une menace fondamentale à l'égard du développement économique, de la lutte contre la pauvreté, mais il y a aussi urgence en matière de santé publique.

Le réchauffement climatique favorise la prolifération des insectes, vecteurs de maladies telles que le paludisme, la dengue, le choléra et nombre de maladies tropicales négligées. Désormais, ces maladies risquent de s'étendre à des pays et à des régions jusque-là indemnes.

Le réchauffement climatique entraîne de nombreux problèmes de santé ou d'affections comme la malnutrition, la diarrhée, les maladies respiratoires, asthmes et bronchites chroniques qui tuent des millions de personnes et particulièrement les populations plus vulnérables.

Aujourd'hui, la communauté internationale ne peut plus se voiler la face et doit agir ! Le temps presse et une impulsion politique est nécessaire.

La responsabilité est d'abord celle des pays développés. Il leur revient au premier chef d'appliquer les mesures nécessaires et efficaces, afin de préserver notre planète et de prévenir les nombreux risques sanitaires liés aux changements climatiques. Mais aujourd'hui, il est de notre responsabilité commune de mettre en œuvre des politiques globales permettant de promouvoir un environnement propice à la santé.

Face à cette menace sanitaire réelle, l'Assemblée mondiale de la Santé a tiré la sonnette d'alarme dès 2008. Les programmes prévus dans le Plan d'action y relatif, gardent toute leur pertinence, mais doivent être poursuivis, voire renforcés sans tarder. L'OMS doit accompagner les Etats membres dans la conception et la mise en œuvre de ripostes adaptées visant à protéger la santé.

Il est essentiel de tenir pleinement compte de la dimension de la santé au sein du débat sur le climat !

Monsieur le Président,

J'aimerais remercier l'OMS pour son effort soutenu dans la **lutte contre les résistances aux antibiotiques**. Le rapport publié fin avril à ce sujet est un

document extrêmement important qui démontre que la pharmaco-résistance devient un problème prioritaire de santé publique, une menace grave d'ampleur mondiale. Pour autant, il est possible – et certains pays l'ont démontré - de préserver l'efficacité des antibiotiques par une stratégie ambitieuse. A nous de redoubler d'efforts dans ce combat!

Un autre domaine auquel l'OMS consacre beaucoup d'efforts est l'« épidémie silencieuse » des **hépatites virales**. Ce fléau cause des ravages parmi des malades qui souvent ignorent qu'ils sont atteints d'une maladie contagieuse grave qui provoque près d'un million de décès par an, un taux de mortalité proche de celui causé par le VIH/SIDA ou la malaria.

Soucieux d'accroître la prise de conscience collective, le Luxembourg s'est associé à l'initiative de l'OMS, en lançant des campagnes de sensibilisation et de dépistage et en maintenant un taux de couverture de plus de 95% par le biais de son programme de vaccination universelle contre l'hépatite B. Concernant la lutte contre l'hépatite C, notre programme est sur le point d'être finalisé.

Monsieur le Président,

La santé est au cœur des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Le débat sur les priorités du futur **agenda pour le développement « après 2015 »** bat son plein.

Le Luxembourg n'a cessé de soutenir un agenda post 2015 comprenant des objectifs clairs, cohérents et mesurables où les questions de santé se situent au centre du débat, eu égard à leur dimension globale et à l'interdépendance des OMD.

A ce titre, nous attachons beaucoup d'importance à la mise en place de la couverture santé universelle. **Garantir un accès aux services de santé pour tous** représente certes un objectif ambitieux, mais correspond bien à l'idée que le Luxembourg se fait du progrès.

En ma qualité également de Ministre de l'Egalité des Chances, j'appelle aussi de mes vœux qu'une plus grande attention soit accordée aux besoins sanitaires des femmes et des filles. Une réponse appropriée à ces besoins pourrait améliorer leurs chances de terminer leurs études et d'échapper à la pauvreté.

La santé demeure à nos yeux une condition préalable au développement et un moteur puissant du progrès socio-économique. A ce titre, il n'est donc guère surprenant que le Luxembourg soit pleinement engagé dans le secteur de la **santé à travers la Coopération au développement**.

La Coopération luxembourgeoise a d'ailleurs publié en avril 2014 sa nouvelle stratégie santé. Fixant comme objectif global la couverture universelle, elle comprend trois axes principaux : le renforcement des systèmes de santé, la lutte contre les maladies transmissibles et la santé des femmes et des enfants. Cette stratégie servira de ligne directrice majeure pour guider et améliorer nos futurs engagements avec l'ensemble de ses partenaires, et en particulier l'OMS.

Je saisis cette opportunité pour saluer la **qualité de nos relations bilatérales** avec l'OMS. Au-delà de l'accord-cadre mutuellement bénéfique qui nous lie depuis 2006, je me réjouis de l'adhésion du Luxembourg aux principes du Partenariat international de santé (IHP+) et, à ce titre, de la signature officielle du Pacte mondial qui aura lieu ce jeudi, en marge de l'Assemblée, en présence de mon collègue, le Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Romain Schneider.

Pour conclure, Mesdames, Messieurs, soyez assurés que mon pays compte rester un partenaire fiable de l’OMS, une organisation dont je veux une nouvelle fois saluer ici l’engagement sur le terrain partout dans le monde et au bénéfice de tous.

Je vous remercie de votre attention.